



*République du Sénégal*

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

---

**PRIMATURE**

---

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

**AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**(AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA DEMOGRAPHIE)**

**ANSD**

**Mars 2011  
(Version finale)**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**

**GMS Audit & Expertise**

*Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc*

*Imm Moustapha N°207, 2<sup>ème</sup> étage à gauche*

*Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02*

*Fax : 33 867 68 01*

*Mail : gmac@orange.sn*

---

## ***SOMMAIRE***

<b>1. NOTE DE SYNTHESE.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION .....	6
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	6
1.1.2.1. Audit passation des marchés .....	7
1.1.2.2. Support informatique.....	7
<b>1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>7</b>
<b>1.3. CONSTAT D'AUDIT .....</b>	<b>8</b>
1.3.1 ECHANTILLON .....	8
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES .....	9
1.3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE .....	12
<b>1.4. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>12</b>
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	12
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES .....	12
<b>1.5. CONCLUSION.....</b>	<b>13</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....</b>	<b>14</b>
<b>2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....</b>	<b>14</b>
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	14
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	15
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT .....	16
<b>2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....</b>	<b>18</b>
<b>2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>19</b>
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	19
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	20
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	20
<b>2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....</b>	<b>20</b>
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	20
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	22
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit .....	23
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	24
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>25</b>
<b>3.1. RAPPEL.....</b>	<b>25</b>
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	25
3.1.2. PROCEDURES.....	26

<b>3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	<b>26</b>
3.2.1. PRESENTATION DE L'ANSD.....	26
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DE L'ANSD .....	28
 <b>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</b>	 <b>29</b>
 <b>4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....</b>	 <b>29</b>
4.1.1 APPEL D'OFFRES (AO).....	29
4.1.3. ACQUISITIONS PAR ENTENTE DIRECTE NON AUTORISEE EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 76 DU CMP .....	45
<b>4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....</b>	<b>45</b>
4.2.1. CONSTAT DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER .....	45
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE .....	45
<b>4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....</b>	<b>46</b>
 <b>5. RECOMMANDATIONS .....</b>	 <b>47</b>
 <b>5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	 <b>47</b>
<b>5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES .....</b>	<b>47</b>
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX APPELS D'OFFRES.....	47
5.2.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP .....	47
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DE CAPACITES EN.....	48
MATIERE DE PASSATION DE MARCHES .....	48
5.2.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	48

### LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CD	Commandes Directes
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée



## **1. NOTE DE SYNTHÈSE**

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour l'ANSD les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées par l'auditeur à l'issue de ses travaux.

### **1.1. Déroulement de la mission**

#### **1.1.1. Cadre de l'intervention**

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les Autorités Contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

#### **1.1.2. Modalités d'intervention**

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la Passation des Marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

#### 1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

#### 1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la Passation des Marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

### 1.2. Constats relatifs au dispositif des Marchés Publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de l'ANSD se présentent comme suit :

- **La Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

C'est une Commission interne de dépouillement de l'Agence qui a procédé à l'ouverture des plis et à l'attribution de certains marchés de DRP. Il semble qu'à la fin de l'année, l'ANSD a essayé de corriger cette anomalie en faisant intervenir la Commission des marchés du MEF.

- **Rapports périodiques sur la passation des marchés**

L'Agence n'avait pas mis en place au cours de la gestion 2009 une Cellule de Passation de Marchés. En conséquence, les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits. Toutefois, l'Agence avait transmis à la Cellule de Passation des Marchés les informations sur la liste des marchés passés au cours de la gestion. L'examen des rapports trimestriels émis par cette Cellule montrent cependant que seul l'appel d'offres relatif au marché de couverture d'assurance maladie y figure, les autres marchés d'appel d'offres comme les DRP passés au cours de la gestion 2009 n'y figurent pas.

Le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés du MEF établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas été établi.

- **Manuel de procédures administratives, comptables et financières**

L'ANSD dispose de manuel de procédures administratives, comptables et financières contenant les dispositions pertinentes du CMP relatives à la gestion des Marchés Publics.

### **1.3. Constat d'audit**

#### **1.3.1 Echantillon**

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu de l'ANSD ses états financiers pour l'année 2009, la balance générale et le grand livre. Les contrôles faits par la mission sur ces documents comptables ont permis de relever des dépenses effectuées sans appel à concurrence d'un montant total de Quatre Vingt Dix Sept Millions Cent Quatre Vingt Deux Mille Quatre Cent Vingt Six **(97 182 426) F CFA** en violation des dispositions de l'article 76 du CMP. Ces dépenses concernent des achats de carburant et des frais d'hôtel.

Sur la base de ces corrections, l'équipe a travaillé sur trois (03) AOO, onze (11) DRP passées par l'ANSD au titre de l'exercice 2009 pour un montant de Quatre Cent Dix Sept Millions Trente Huit Mille Trois Cent Quarante Neuf **(417 038 349) F CFA** et sur les acquisitions corrigées par le cabinet mentionnées ci-dessus.



### 1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées à l'issue de la revue.

- **Dépenses effectuées en violation des dispositions du CMP**

Les contrôles ont permis de relever des dépenses qui n'ont pas été effectuées conformément aux dispositions prévues par le CMP.

Ces dépenses, effectuées par commandes directes en violation de l'article 76 du CMP, s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en FCFA
Fourniture Carburant	SHELL	39 468 826
Frais d'hôtel et réceptions	ALMADIES/MERIDIEN	57 713 600
<b>TOTAL</b>		<b>97 182 426</b>

Sur toutes ces commandes directes passées par l'ANSD, aucune procédure d'appel à concurrence n'a été organisée.

- **Non conformités relevées sur les Appels d'Offres**

Les principaux points de non-conformité relevés ont trait aux aspects suivants :

- Les PV d'ouverture des plis ne sont pas transmis aux soumissionnaires en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;
- Sur un dossier d'appel d'offres, l'Agence a prolongé la validité des offres après leur date limite de validité ;
- Un retard assez considérable a été constaté pour la finalisation de la procédure de passation de marchés de deux dossiers.

- **Non conformités relevées sur les DRP**

Les principaux points de non-conformité relevés ont trait aux aspects suivants :

- Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur les lettres d'invitation adressées aux candidats;

- Sur les marchés où les seuils fixés par l'arrêté n°011585 du 28/12/2007 étaient atteints, le formalisme fixé par la circulaire N°004/PM du 31 Mars 2009 avec l'élaboration d'un cahier de charges permettant de fixer au minimum les critères de conformité des offres et de qualification des candidats n'était généralement pas respecté ;
- Dans les dossiers qui nous ont été soumis, aucun élément ne permet d'apporter la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence par les candidats n'ayant pas déposé d'offres;
- Un des attributaires d'un marché de DRP n'a pas présenté une offre détaillant les caractéristiques techniques précisées dans le cahier de charges. En lieu et place, il a fourni des photos des matériels à livrer ;
- Dans certains marchés d'acquisition de fournitures ou de matériels, certaines mentions des rubriques des fournitures ou des matériels à livrer n'étaient pas précisées. Il en est ainsi de l'achat de rames de papier (où le grammage n'était pas précisé), de calculatrices (où les dimensions et les spécifications techniques n'étaient pas précisées).

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les trois (03) AAO et les onze (11) DRP présentées par l'ANSD :

**Tableau N°1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ANSD**  
**CONCERNANT LES AAO**

	AO : ASSURANCE MALADIE	AO : ACQUISITION MATÉRIEL ROULANT	AO : FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLE INFORMATIQUE
<b>Montant</b>	<b>117 957 660</b>	<b>175 197 000</b>	<b>50 741 369</b>
<b>Non transmission des Procès Verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires</b>	✓	✓	✓
<b>Absence de garantie de bonne exécution</b>	✓	✓	
<b>Absence de publication de l'attribution définitive</b>	✓		✓
<b>Absence de document justifiant la réception effective des fournitures, travaux ou services</b>	✓		✓

**Tableau N°2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ANSD CONCERNANT LES DRP**

	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6	DRP 7	DRP 8	DRP 9	DRP 10	DRP 11
la DRP n'est pas inscrite au PPM (bonne pratique)											
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique											
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement											
Le délai accordé pour le dépôt des offres a-t-il été respecté									✓		
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			✓								
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc.).	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé											
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			✓								
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante											
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande (Absence du document dans le dossier)						✓	✓				
Absence de PV d'ouverture des plis											
Absence du Rapport d'évaluation											
Absence de PV d'attribution											
les candidats non retenus n'ont pas été informés											
la procédure de passation a fait l'objet de recours											
l'exécution a fait l'objet de litiges											
les fournitures, travaux ou prestations intellectuelles (production de rapport) objet de la DRP n'ont pas été effectivement réceptionnés ? (Absence de PV de réception dans le dossier)	✓		✓								

### 1.3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

Les contrôles effectués sur l'exécution financière ont révélé sur certaines dépenses les exceptions suivantes :

- l'absence de Bon de commande,
- l'absence de Bordereaux de Livraison,
- l'absence de procès-verbal de réception.

## 1.4. Recommandations

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 5 du présent rapport. Elles comportent des recommandations portant notamment sur les points suivants:

### 1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- le renforcement des capacités des agents de l'ANSD en matière de Passation des Marchés;
- le transfert effectif de la compétence de la gestion des procédures de DRP à la Commission des Marchés du MEF.

### 1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Sur les Appels d'offres :

- Veiller à respecter les dispositions de l'article 67.4 du CMP en remettant, à la fin des séances d'ouverture des plis, ou en transmettant aux candidats, les PV d'ouverture des plis ;
- Eviter de définir des seuils de tolérance très stricts pour éviter de rejeter des offres conformes pour l'essentiel (en particulier pour les marchés d'acquisition de véhicules) ;

- Veiller à dénouer dans les meilleurs délais les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés ;
- Veiller à demander aux soumissionnaires la prorogation du délai de validité de leurs offres avant son expiration.

Sur les DRP :

- Améliorer le processus de gestion des DRP par une application rigoureuse des dispositions prévues aux articles 77 et suivants du CMP et celles prévues limitativement par la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;
- Veiller à ce que les fournitures et matériels devant être livrés par les candidats fassent l'objet d'une indication précise de leur qualité intrinsèque (qualité des composantes, dimensions spécifiques...) ;
- Obtenir par tout moyen, la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence par les candidats invités ;
- Veiller à informer par écrit les soumissionnaires non retenus ;
- Veiller à assurer un bon archivage des offres des soumissionnaires,

### **1.5. Conclusion**

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci – avant, l'ANSD s'est conformée de façon insuffisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

## 2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

### 2.1. Rappel des termes de référence

#### 2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours

de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la Passation des Marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

#### 2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des Autorités Contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de Passation des Marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites Autorités Contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque Autorité Contractante ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des Autorités Contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'Autorité Contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le Consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'Autorité Contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le Consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'Autorité Contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des Commissions internes de Marchés, des Cellules de Passation de Marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

### 2.1.3. Tâches attendues du Consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des Autorités Contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement ( des ressources internes et des ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des Ministères ; budget des organismes rattachés aux Ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de Passation des Marchés; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),



- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le Consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de Passation des Marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les Autorités compétentes,

- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
  - les seuils des avenants,
  - le respect des délais d'exécution,
  - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
  - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
  - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et des Agences ;
  - la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
  - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de Passation des Marchés de l'Autorité Contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites Institutions;
- Le Consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des Autorités Contractantes concernées.

## **2.2. Méthodologie de mise en œuvre**

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la Passation des Marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs.

## **2.3. Description des travaux d'audit**

### **2.3.1. Audit de la Passation des Marchés**

#### **• Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 à l'ANSD pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. L'Agence a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour l'année 2009 ;
- ☒ Etats financiers de l'Agence, balance générale, grand livre et rapport de l'auditeur pour l'exercice 2009.

Une réunion de démarrage de la mission a ensuite été organisée avec l'Autorité Contractante.

#### **• Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau de l'ANSD pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les états financiers (balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres, etc.).

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de Passation des Marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

#### 2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés de l'ANSD visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc recueilli directement auprès de l'ANSD les dossiers de paiement instruits par le service comptable attaché à la structure.

#### 2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

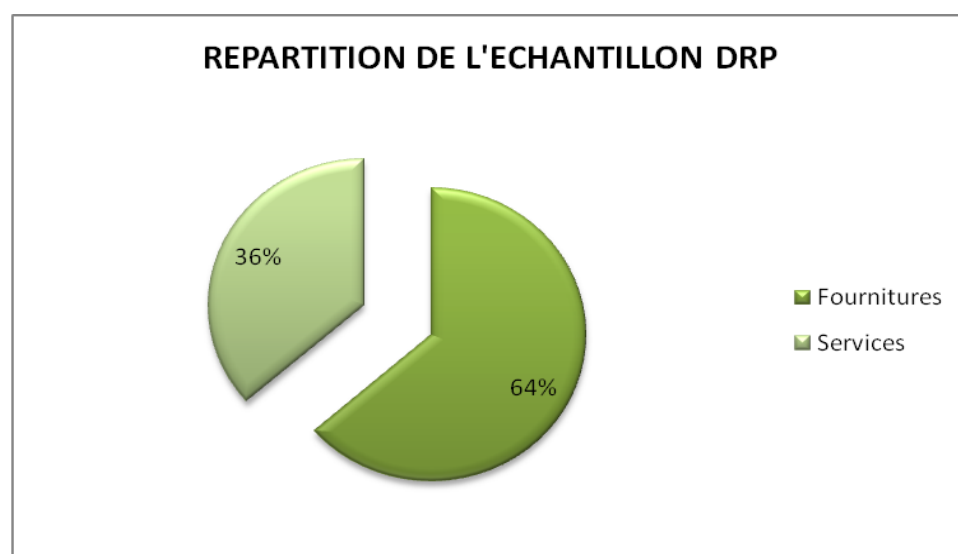
### **2.4. Constitution de l'échantillon d'audit**

#### 2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la Passation des Marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par l'ANSD qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	03	343 896 029
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	36	87 385 760
Entente Directe (ED)	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>431 281 789</b>



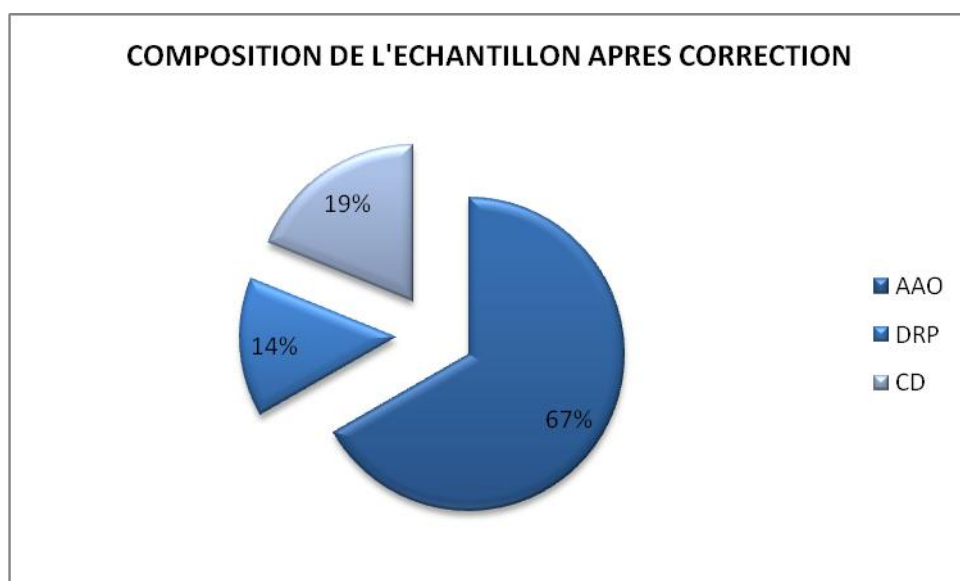


#### 2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur les états financiers de l'ANSD concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever des acquisitions par commande directe en violation des dispositions des articles 75 et 76 du CMP (voir plus haut page 9) pour un montant de Quatre vingt dix sept millions cent quatre vingt deux mille quatre cent vingt six (97 182 426F CFA). Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue de l'Agence.

#### 2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour l'ANSD, notre échantillon porte sur les onze (11) DRP corrigés par les acquisitions de Quatre vingt dix sept millions cent quatre vingt deux mille quatre cent vingt six (97 182 426 F CFA) non répertoriées sur la liste de l'Agence.



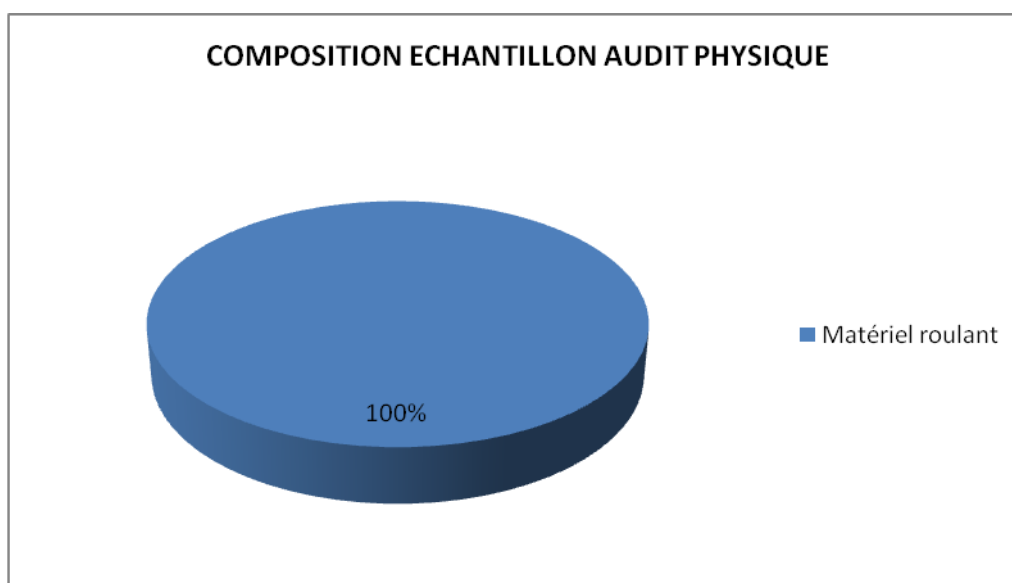
Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	03	343 896 029	03	343 896 029	100%	100%
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)						
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	36	87 385 760	11	74 270 046	31%	85%

Entente directe (ED) en violation des dispositions de l'article 76 du CMP		97 182 426	100%	97 182 426		100%
<b>TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>528 464 215</b>	<b>14</b>	<b>515 348 501</b>	<b>35,8%</b>	<b>97,5%</b>

#### 2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux Termes de référence de la mission nous avons prévu de réaliser un audit physique sur la base d'un échantillon représentatif.

Le tableau suivant donne le détail de l'échantillon :



ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE	
DESCRIPTION	MONTANT EN F CFA
Matériel roulant	164 197 000
<b>TOTAL</b>	<b>164 197 000</b>
<b>TOTAL ECHANTILLON DE LA REVUE</b>	<b>515 348 501</b>
<b>TAUX DE COUVERTURE DE L'AUDIT PHYSIQUE</b>	<b>31,8%</b>



### 3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

#### 3.1. Rappel

##### 3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la Passation des Marchés Publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la Passation des Marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;

- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

### 3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

#### Rappel des seuils applicables à l'ANSD en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	400 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

## 3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

### 3.2.1. Présentation de l'ANSD

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) est une structure administrative créée par la loi N° 2004-21 du 21 juillet 2004 portant organisation des activités statistiques. Elle est organisée par le Décret N° 2005-436 du 23 Mai 2005.

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) est dotée de la personnalité juridique et d'une autonomie de gestion, placée sous l'autorité du Ministère de l'Economie et des Finances et administrée par un Conseil d'Orientation.

L'ANSD a pour missions de :

- de veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes pluriannuels et annuels d'activités statistiques ;

- d'assurer la mise en application des méthodes, concepts, définitions, normes, classifications et nomenclatures approuvés par le Comité technique des programmes statistiques ;
- de préparer les dossiers à soumettre aux réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ;
- d'assurer le secrétariat et l'organisation des réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ainsi que de ses sous-comités sectoriels ;
- de réaliser des enquêtes d'inventaire à couverture nationale notamment les recensements généraux de la population et les recensements d'entreprises ;
- de produire les comptes de la nation ;
- de suivre la conjoncture et la prévision économiques en rapport avec le service en charge de la prévision et de la conjoncture économique ;
- d'élaborer et de gérer les fichiers des entreprises et des localités ;
- d'élaborer les indicateurs économiques, sociaux et démographiques ;
- de centraliser et de diffuser les synthèses des données statistiques produites par l'ensemble du système statistique national ;
- de favoriser le développement des sciences statistiques et la recherche économique appliquée relevant de sa compétence ;
- de promouvoir la formation du personnel spécialisé pour le fonctionnement du système national d'information statistique par l'organisation des cycles de formation appropriés notamment au sein d'une école à vocation régionale ou sous régionale intégrée à l'agence.

L'ANSD comprend deux organes :

- Le Conseil d'orientation,
- La Direction Générale.

Le Conseil d'orientation définit et oriente la politique générale de l'Agence. A ce titre, il :

- fixe les objectifs et approuve le programme d'actions annuel de l'Agence ;
- contrôle et évalue le fonctionnement et la gestion de l'Agence ;
- approuve le rapport d'activités annuel de l'Agence ;
- approuve sur proposition du Directeur Général, le statut du personnel, l'organigramme, le règlement intérieur, le règlement financier ;
- adopte le budget de l'Agence et arrête, de manière définitive, les comptes et les états financiers annuels ;
- propose aux Autorités investies du pouvoir de nomination, la désignation du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de l'Agence ;
- autorise les participations dans toute autre société, association, groupement ou association professionnel dont l'activité est liée aux missions de l'Agence.

Le Directeur Général est notamment chargé de la gestion et de l'application de la politique générale de l'Agence sous le contrôle du Conseil d'Orientation à qui il rend compte. A ce titre :

- il prépare les programmes d'action, les rapports d'activités, les budgets annuels et programmes d'investissements pluriannuels et les états financiers annuels relevant de l'Agence ;
- il assure la gestion technique, administrative et financière de l'Agence ;
- il assure le contrôle interne de la gestion technique, budgétaire et financière de l'Agence ;
- il prépare les délibérations du Conseil d'Orientation, assiste avec voix consultative à ses réunions et exécute ses décisions ;
- il prend, en cas d'urgence, toute mesure conservatoire nécessaire à la bonne marche de l'Agence, à charge pour lui rendre compte au Conseil d'Orientation ;
- il représente l'Agence dans tous les actes de la vie civile et en justice.

### 3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés de l'ANSD

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de Passation des Marchés pour nous assurer de la capacité de l'ANSD à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de Passation des Marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

C'est une Commission interne de dépouillement de l'Agence qui a procédé à l'ouverture des plis et à l'attribution de certains marchés de DRP. Il semble qu'à la fin de l'année, l'ANSD a essayé de corriger cette anomalie en faisant intervenir la Commission des marchés du MEF.

Sous ce rapport, nous avons vérifié le respect par l'ANSD des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté n°11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif à la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Nous avons constaté que l'ANSD a fait la publication d'AGPM pour l'année 2009.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de Passation des Marchés ne sont pas respectées.

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, ont été produits.

Enfin, le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, ne nous a pas été fourni.

## 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

### 4.1. Audit de la Passation des Marchés

#### 4.1.1 Appel d'offres (AO)

Les constats relevés ont trait aux trois (03) AO passés par l'ANSD pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent sous forme de fiches les trois (03) AO et les principales conclusions du Cabinet sur chaque AO :

AO : ASSURANCE MALADIE	
Description	Marchés
Date d'invitation	07/04/2009
Date de dépôt des offres	11/05/2009
Attributaire	NSIA ASSURANCE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	17/11/2009
Montant du marché	117 957 660 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les PV d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux différents soumissionnaires en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;</li> <li>• Le rapport d'évaluation du comité technique s'est limité à indiquer que l'attributaire respectait les critères de qualification sans que soit établi un tableau d'analyse de la qualification de l'attributaire ;</li> <li>• Le cahier des charges du DAO ne nous a pas été fourni pour nous permettre d'en examiner la teneur ;</li> <li>• La garantie de bonne exécution ne figure pas dans le dossier ;</li> <li>• La justification de la publication de l'attribution définitive ne nous a pas été fournie.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En application de l'article 67.4 du CMP, les PV d'ouverture des plis doivent être remis aux candidats à la fin des séances d'ouverture des plis ou leur être transmis ultérieurement ;</li> <li>- Dans le rapport d'évaluation, la qualification de</li> </ul>

	<p>l'attributaire doit faire l'objet d'une analyse détaillée au cours de laquelle chaque critère est passé en revue au regard des exigences du cahier des charges ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANSD doit mettre à notre disposition les documents manquants listés ci-haut (cahier des charges, caution de bonne exécution présentée par l'attributaire et avis de publication de l'attribution définitive).</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>AO : ACQUISITION DE MATERIEL ROULANT</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	17/12/2009
Date de dépôt des offres	Prévu le 13/01/2010, reporté par un avis (du 07/01/2010) au 15/01/2010
Attributaire	Lot 1 : MATFORCE Lot 2: Non encore attribue
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	06/01/2011
Montant du marché	LOT 1 : 164 197 000 F CFA LOT 2 : Non encore attribue
Date de réception	N/A
<p>Les deux (02) lots avaient été dans un premier temps attribués respectivement à Matforce et à la Sénégalaise de l'Automobile. Suite au recours introduit par Espace Auto dont les offres étaient les moins disantes sur les deux lots, le Comité de Règlement des Différends de l'ARMP a cassé la décision d'attribution du deuxième lot considérant que l'écart d'1 CV n'était pas substantiel et a ordonné à l'ANSD de refaire l'évaluation et de tenir compte de l'offre d'Espace Auto (conforme).</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les PV d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux différents soumissionnaires en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP;</li> <li>• La validité des offres a été prolongée après leur date limite de validité ;</li> <li>• La conclusion du marché a accusé un retard appréciable. L'ARMP a émis sa décision à la date du 18/08/2010 et à la date de notre intervention (soit 6 mois après), le dossier</li> </ul>

	n'était toujours pas finalisé par l'Agence.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En application de l'article 67.4 du CMP, les PV d'ouverture des plis doivent être remis aux candidats à la fin des séances d'ouverture des plis ou leur être transmis ultérieurement ;</li> <li>- L'ANSD doit veiller à ce que les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés puissent être dénouées dans les meilleurs délais pour éviter d'avoir recours à une prorogation des délais de validité des offres qui peut être préjudiciable financièrement aux candidats. Par ailleurs, si elle doit avoir lieu, cette prorogation doit impérativement intervenir avant la fin du délai initial de validité.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>AO : FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLE INFORMATIQUE</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	04/09/2009
Date de dépôt des offres	05/10/2009
Attributaire	LOT 1 : MASTER OFFICE LOT 2 : PAPETERIE OUEST AFRICAINE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	LOT 1 : 23/02/2010 LOT 2 : 28/07/2010
Montant du marché	50 741 369 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les PV d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux différents soumissionnaires soumissionnaires en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le DAO qui nous a été soumis est incomplet. Nous n'avons pas en particulier la partie définissant les critères de qualification des candidats ;</li> <li>• Le rapport d'évaluation des offres du comité technique n'est pas daté ;</li> <li>• Un retard assez considérable a été constaté pour la finalisation de la procédure. Le marché attribué le 24 Novembre 2009 n'a pu être notifié aux attributaires que le 11 Août 2010 ;</li> <li>• La justification de la publication de l'attribution définitive ne nous a pas été fournie ;</li> <li>• Aucun élément constatant la réception des fournitures ne figure dans le dossier ;</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à notre disposition le DAO complet ;</li> <li>- Mettre une date sur tous les documents établis dans le cadre de la procédure de passation de marchés pour leur donner date certaine en cas de contentieux ;</li> <li>- Veiller à finaliser les procédures de passation de marché dans les meilleurs délais, en particulier la phase de notification du marché pour ne pas retarder l'exécution du marché et les règlements de l'attributaire.</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	



#### 4.1.2. DRP

Les constats relevés sur les DRP portent sur les onze (11) DRP passées par l'ANSD pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent sous forme de fiches les onze (11) DRP et les principales conclusions du Cabinet sur chaque DRP :

<b>DRP 1 : LOCATIONS VEHICULES</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	30/06/2009
Date de dépôt des offres	02/07/2009
Attributaire	NOPROLA
Date du bon de commande	10/07/2009
Date du contrat	N/A
Montant du marché	18 502 400 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nous n'avons pas la preuve de la réception du dossier d'appel à concurrence par le candidat n'ayant pas déposé une offre (SGCS) ;</li> <li>• Dans le dossier d'appel à concurrence, aucun critère n'a été fixé sur la qualité intrinsèque attendue par l'ANSD des véhicules à louer (année, kilométrage...). Or, ces aspects peuvent influencer sur les coûts facturés par les candidats ;</li> <li>• En dépit de la particularité du service à rendre et du montant du marché, aucun critère de qualification (références analogues) n'a été exigé des candidats.</li> </ul> <p>Les dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 n'ont ainsi pas été respectées.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à obtenir une décharge de chaque candidat invité afin de prouver la réception du dossier ;</li> <li>- Dès que les seuils fixés par l'arrêté n°011585 du 28/12/2007 sont atteints, le formalisme fixé par la circulaire N°004/PM /CAB/CPdu 31 Mars 2009 avec l'élaboration d'un cahier de charges permettant de fixer au minimum les critères de conformité des offres et de qualification des candidats doit être respecté.</li> </ul>

<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

<b>DRP 2 : IMPRESSION DES PUBLICATIONS</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	02/11/2009
Date de dépôt des offres	09/11/2009
Attributaire	AVITECH IMPRESSION
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	30/12/2009
Montant du marché	10 460 700 F CFA
Date de réception	BL N°89 du 09/06/2010 PV RECEPTION du 15/06/2010
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons pas pu effectuer nos diligences de revue qualité sur ce dossier faute d'avoir à notre disposition le dossier sur seconde demande.
<b>Recommandations</b>	L'Agence devrait mettre à notre disposition le dossier pour nous permettre de finaliser nos travaux et délivrer nos conclusions.
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

**DRP 3 : ENTRETIEN PARC AUTOMOBILE**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		22/04/2009
Date de dépôt des offres		29/04/2009
Attributaire		ESPACE AUTOMOBILES
Date du bon de commande		N/A
Date du contrat		02/06/2009
Montant du marché		2 973 600 F CFA
Date de réception		NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons pas pu effectuer nos diligences de revue qualité sur ce dossier faute d'avoir à notre disposition le dossier sur seconde demande.	
<b>Recommandations</b>	L'Agence devrait mettre à notre disposition le dossier pour nous permettre de finaliser nos travaux et délivrer nos conclusions.	
<b>Commentaires de L'AC</b>		
<b>Appréciation du cabinet</b>		

**DRP 4 : CÂBLAGE INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE DPEE**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		01/09/2009
Date de dépôt des offres		07/09/2009
Attributaire		NG2S
Date du bon de commande		N/A
Date du contrat		29/09/2009
Montant du marché		6 203 496 F CFA
Date de réception		PV RECEPTION du 02/11/2009
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons pas pu effectuer nos diligences de revue qualité sur ce dossier faute d'avoir à notre disposition le dossier sur seconde demande.	
<b>Recommandations</b>	L'Agence devrait mettre à notre disposition le dossier pour nous permettre de finaliser nos travaux et délivrer nos conclusions.	
<b>Commentaires de L'AC</b>		
<b>Appréciation du cabinet</b>		

**DRP 5 : ACQUISITION ET POSE SPLITS**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		13/07/2009
Date de dépôt des offres		20/07/2009
Attributaire		ARMENA
Date du bon de commande		12/08/2009
Date du contrat		N/A
Montant du marché		4 800 000 F CFA
Date de réception		12/08/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas la preuve de la réception du dossier d'appel à concurrence par le candidat n'ayant pas déposé une offre (SOCOMAF),</li> <li>- Aucune spécification technique particulière n'a été définie dans le dossier d'appel à concurrence. Il est simplement indiqué split de puissance 1,5 cv et 2,5 cv.</li> </ul>	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Agence devrait veiller à obtenir une décharge de chaque candidat invité afin de prouver la réception du dossier ;</li> <li>- Pour des matériels comme les splits pouvant être proposés avec différentes options, en dehors de la puissance en termes de nombre de chevaux des matériels, des spécifications techniques détaillées doivent être définies et les offres des candidats évalués sur cette base. Les spécifications techniques suivantes peuvent être définies pour des splits : <ul style="list-style-type: none"> <li>- fonction de déshumidification,</li> <li>- fonction purification électrique d'air,</li> <li>- minuterie de démarrage et d'arrêt,</li> <li>- exigence d'inclusion dans l'offre du candidat de la liaison frigorifique.</li> </ul> </li> </ul>	
<b>Commentaires de L'AC</b>		
<b>Appréciation du cabinet</b>		

## DRP 6 : ACQUISITION MATERIEL SCOLAIRE

DRP 6 : ACQUISITION MATERIEL SCOLAIRE	
Description	Marchés
Date d'invitation	16/07/2009
Date de dépôt des offres	21/07/2009
Attributaire	SENEGAL EQUIP
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	N/A
Montant du marché	3 327 600 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'attributaire n'a pas présenté une offre détaillant les caractéristiques techniques précisées dans le cahier de charges. En lieu et place, il a fourni des photos des matériels à livrer,</li> <li>• Aucun document attestant la réception effective du matériel ne figure dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	La Commission des Marchés devrait exiger des candidats l'indication des caractéristiques techniques précises des produits qu'ils proposent. Bien que les photos permettent d'avoir de visu une idée schématique des produits proposés, elles ne permettent pas toujours de s'assurer de la qualité intrinsèque des produits, ni des spécifications techniques qui caractérisent les matériels concernés.
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

## DRP 7 : ACQUISITION MATERIEL D'ENQUÊTE

Description		Marchés
Date d'invitation		22/04/2009
Date de dépôt des offres		24/04/2009
Attributaire		MDB ET CIE
Date du bon de commande		NON DISPONIBLE
Date du contrat		NON DISPONIBLE
Montant du marché		4 264 815 F CFA
Date de réception		BL N°12/09 du 15/06/2009 PV RECEPTION du 15/06/2009
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous n'avons pas la preuve de la réception du dossier d'appel à concurrence par les candidats n'ayant pas déposé une offre (MDB ET CIE, GIE LEER II et SAINE SARL) ;</li> <li>C'est une Commission interne de dépouillement de l'Agence qui a procédé à l'ouverture des plis et à l'attribution du marché ;</li> <li>Les caractéristiques particulières de certaines rubriques de la liste des matériels d'enquête n'ont pas été précisées dans le dossier d'appel à concurrence transmis aux candidats. Il en est ainsi des cartables et des sacs (qualité des composantes et format non précisé), des matelas (dimensions non précisées), des cartons de lait (nombre de briques par carton non précisé). Cette insuffisance pourrait avoir comme conséquence la disparité constatée dans les offres des candidats. Dans ces conditions, nous ne savons pas dans quelle mesure la Commission de dépouillement a pu déterminer la conformité des offres.</li> </ul>	
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Agence devrait veiller à obtenir une décharge de chaque candidat invité afin de prouver la réception du dossier par ce dernier ;</li> <li>L'ouverture des plis et l'attribution des Marchés est de la compétence de la Commission des Marchés du MEF ;</li> <li>Pour permettre aux candidats de préparer des offres conformes aux exigences de qualité recherchées par l'Agence et aux membres de la commission des marchés d'évaluer aisément la conformité des offres, les caractéristiques particulières détaillées des produits à livrer doivent être précisées dans le cahier des charges</li> </ul>	

<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	



DRP 8 : FOURNITURE DE BUREAU	
Description	Marchés
Date d'invitation	22/04/2009
Date de dépôt des offres	24/04/2009
Attributaire	GIE NIASSENE
Date du bon de commande	03/06/2009
Date du contrat	N/A
Montant du marché	2 688 359 F CFA
Date de réception	BL N°12/09 du 16/06/2009 PV RECEPTION du 16/06/2009
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C'est une Commission interne de dépouillement de l'Agence qui a procédé à l'ouverture des plis et à l'attribution du marché ;</li> <li>• La Commission a procédé à une correction manuelle d'erreur sur la facture proforma de l'attributaire sans la mentionner dans son PV ;</li> <li>• Certaines mentions des rubriques des fournitures à livrer n'étaient pas précises. Il en est ainsi des rames de papier (où le grammage n'était pas précisé), des calculatrices (où la dimension et les caractéristiques techniques n'étaient pas précisées), des boîtes de trombone (nombre par boîte non précisé). Cette insuffisance pourrait avoir comme conséquence la disparité constatée dans les offres des candidats.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ouverture des plis et l'attribution des marchés est de la compétence de la Commission des Marchés du MEF ;</li> <li>- Les corrections doivent être clairement mentionnées dans le rapport d'évaluation ;</li> <li>- Pour permettre aux candidats de préparer des offres conformes aux exigences de qualité recherchées par l'Agence et aux membres de la Commission des marchés d'évaluer aisément la conformité des offres, les caractéristiques particulières détaillées des produits à livrer doivent être précisées dans le cahier des charges.</li> </ul>
Commentaires de L'AC	
Appréciation du cabinet	

## DRP 9 : FOURNITURE DE BUREAU

DRP 9 : FOURNITURE DE BUREAU	
Description	Marchés
Date d'invitation	08/05/2009
Date de dépôt des offres	13/05/2009
Attributaire	SECOMDIS
Date du bon de commande	14/05/2009
Date du contrat	N/A
Montant du marché	1 127 726 F CFA
Date de réception	15/05/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C'est une Commission interne de dépouillement de l'Agence qui a procédé à l'ouverture des plis et à l'attribution du marché ;</li> <li>• Nous n'avons pas la preuve de la réception du dossier d'appel à concurrence par les candidats n'ayant pas déposé une offre (SEN TECHNOLOGY et TRANSAFRICAINE D'INDUSTRIES ET D'EQUIPEMENTS) ;</li> <li>• La facture pro forma de l'attributaire comporte une date (15 Mai 2009) postérieure à la date limite de dépôt des offres (13 Mai 2009).</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ouverture des plis et l'attribution des marchés est de la compétence de la Commission des marchés du MEF ;</li> <li>- L'Agence devrait veiller à obtenir une décharge de chaque candidat invité afin de prouver la réception du dossier par ce dernier ;</li> <li>- La Commission de dépouillement devrait être plus vigilante dans le contenu des offres des candidats et mentionner le PV tous les éléments qui paraissent anormaux dans ces offres. Sinon, un observateur pourrait conclure à un simulacre de concurrence, en particulier si une des offres des candidats porte une date postérieure à la date limite de dépôt des offres.</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

**DRP 10 : ACQUISITION CALENDRIERS ET AGENDAS**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		28/12/2009
Date de dépôt des offres		05/01/2010
Attributaire		THIAM IMPRIMERIE
Date du bon de commande		21/01/2010
Date du contrat		N/A
Montant du marché		17 107 050 F CFA
Date de réception		NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons pas pu effectuer nos diligences de revue qualité sur ce dossier faute d'avoir à notre disposition le dossier sur seconde demande.	
<b>Recommandations</b>	L'Agence devrait mettre à notre disposition le dossier pour nous permettre de finaliser nos travaux et délivrer nos conclusions.	
<b>Commentaires de L'AC</b>		
<b>Appréciation du cabinet</b>		

## DRP 11 : ACQUISITION CONSOMMABLES INFORMATIQUES

DRP 11 : ACQUISITION CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Description	Marchés
Date d'invitation	22/04/2009
Date de dépôt des offres	24/04/2009
Attributaire	SYSCOM SERVICES
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 814 300 F CFA
Date de réception	15/06/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C'est une Commission interne de dépouillement de l'Agence qui a procédé à l'ouverture des plis et à l'attribution du marché ;</li> <li>• Nous n'avons pas la preuve de la réception du dossier d'appel à concurrence par les candidats n'ayant pas déposé une offre (SEN PROD et NEUROTECH);</li> <li>• La Commission de dépouillement a procédé à des corrections d'erreurs sur l'offre de deux candidats dont l'attributaire. En dépit des indications fournies dans le PV d'attribution, nous n'avons pas pu retrouver le montant des offres corrigées tel que déterminé par la Commission ;</li> <li>• Le bon de commande ne figure pas dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ouverture des plis et l'attribution des marchés est de la compétence de la Commission des Marchés du MEF ;</li> <li>- L'Agence devrait veiller à obtenir une décharge de chaque candidat invité afin de prouver la réception du dossier par ce dernier ;</li> <li>- Nous attendons d'avoir une explication plus claire sur la méthode de calcul des corrections d'erreurs pour finaliser nos diligences sur ce dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

#### 4.1.3. Acquisitions par entente directe non autorisée en violation des dispositions de l'article 76 du CMP

Les travaux sur l'exhaustivité des marchés ont permis de relever des acquisitions par entente directe non conformes aux dispositions de l'article 76 du CMP. Ces dépenses s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en FCFA
Fourniture Carburant	SHELL	39 468 826
Frais d'hôtel et réceptions	ALMADIES/MERIDIEN	57 713 600
<b>TOTAL</b>		<b>97 182 426</b>

## 4.2. Audit de l'exécution financière

### 4.2.1. Constat des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de l'ANSD pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de l'Agence ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un Bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées ;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

### 4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière

Les observations formulées sur l'exécution financière des AO et des DRP sont résumées dans le tableau suivant :

DESCRIPTION	MONTANTS	OBSERVATIONS	COMMENTAIRES DE L'AC
AO assurance	117 957 660	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de PV de réception définitive ou facture définitive.</li> <li>• Un règlement à hauteur de 29 489 415 F CFA a été effectué.</li> </ul>	
AO acquisition matériel	Lot 1 :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de PV de réception</li> </ul>	

<b>roulant</b>	164 197 000	signé par les membres de la commission de réception de l'ANSD
<b>AO fourniture de bureau et consommable informatique</b>	50 741 369	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence du PV de réception</li> </ul>
<b>DRP entretien parc automobile</b>	2 973 600	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrat établi, absence d'attestation de service fait,</li> </ul>
<b>DRP acquisition matériel scolaire</b>	3 327 600	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de BC, BL et de PV de réception</li> </ul>
<b>DRP acquisition matériel d'enquête</b>	4 264 815	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de BC</li> </ul>
<b>DRP fourniture de bureau</b>	2 688 359	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BC, BL et PV de réception conformes.</li> <li>• Justificatifs des règlements non fournis.</li> </ul>
<b>DRP fourniture de bureau</b>	1 127 726	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BC, BL et PV de réception conformes.</li> <li>• Justificatifs des règlements non fournis.</li> </ul>
<b>DRP consommable informatique</b>	2 814 300	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BL et PV réception conformes</li> <li>• BC et justificatifs de règlement non fournis</li> </ul>
<b>DRP acquisition calendriers et agendas</b>	17 107 050	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BC établi</li> <li>• Absence de BL et de PV de réception.</li> <li>• Justificatifs des règlements non fournis.</li> </ul>

#### 4.3. Audit de l'exécution physique des marchés

L'audit de l'exécution physique constituera la deuxième étape de la mission et fera l'objet d'un rapport distinct.

## **5. RECOMMANDATIONS**

### **5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés**

- Renforcer la Cellule de Passation de Marchés mise en place au cours de la gestion 2010 afin d'assurer l'exécution efficiente de toutes les tâches qui lui sont dévolues par l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du MEF ;
- Veiller à l'élaboration et à la transmission dans les délais requis des rapports trimestriels à établir par la Cellule de Passation des Marchés de l'Agence et suivre le rapport annuel établi par la Commission des Marchés du MEF, en obtenir copie et en assurer l'archivage.

### **5.2. Recommandations relatives aux marchés**

#### **5.2. 1. Recommandations relatives aux appels d'offres**

- En application de l'article 67.4 du CMP, les PV d'ouverture des plis doivent être remis aux candidats à la fin des séances d'ouverture des plis ou leur être transmis ultérieurement ;
- L'ANSD devrait veiller à ce que les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés puissent être dénouées dans les meilleurs délais pour éviter d'avoir recours à une prorogation des délais de validité des offres qui peut être préjudiciable financièrement aux candidats. Par ailleurs, si elle doit avoir lieu, cette prorogation doit impérativement intervenir avant la fin du délai initial de validité.

#### **5.2.2. Recommandations relatives aux DRP**

- Le processus de gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant :
  - l'indication des noms et adresses des candidats invités dans chaque DRP sur la lettre d'invitation à envoyer à chaque candidat,
  - l'élaboration d'un cahier de charges permettant d'indiquer les spécifications techniques requises des produits à livrer par les candidats et les critères de qualification qu'ils doivent respecter pour être éligibles,
  - L'obtention par tout moyen, de la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence par les candidats invités,
  - l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.

- Enfin, les fournitures et matériels devant être livrés par les candidats doivent faire l'objet d'une indication précise de leur qualité intrinsèque (qualité des composantes, dimensions spécifiques...).

#### 5.2.3. Recommandations relatives au renforcement de capacités en matière de passation de marchés

Assurer un plus grand renforcement de capacités des agents responsables de la Passation des Marchés au niveau de l'Agence par leur participation à des séminaires dans le domaine de la Passation des Marchés Publics et des séances de benchmarking auprès d'autres cellules de passation de marchés.

#### 5.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

L'ANSD devrait améliorer son système de classement et d'archivage concernant la Passation des Marchés pour respecter les instructions de l'ARMP, notamment en dotant la Cellule de Passation des Marchés de ressources humaines et d'infrastructures fonctionnelles pour lui permettre de remplir efficacement sa mission.